

COMPTE RENDU, PAR EXTRAIT, DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 12 SEPTEMBRE 2013 (20 heures)

Absents : M. VALDENAIRE Fabien, excusé, donne pouvoir écrit à M. DIDIER Sylvain.
Mme MARCHAND Myriam et M. MUNSCH Olivier.

Secrétaire de séance : Mme GEHIN Sylvie.
Secrétaire administrative : Mme GENET Thérèse.

Le compte-rendu de la séance du Conseil Municipal du 16 juillet 2013 vient d'être distribué à chaque conseiller municipal ; il ne peut pas être approuvé ce soir, car chaque conseiller municipal doit le lire en détail.

N° 1/09/2013 PROJET D'ACQUISITION DE LA PROPRIETE M. SANDHOFER

Pour l'occasion, Monsieur Bernard CHARBONNIER, président de la société VENTRON-CONFECTION a été invité.

Monsieur le Maire prend la parole et explique aux conseillers municipaux que la Société VENTRON-CONFECTION a en projet d'acquérir par crédit-bail la propriété de Monsieur SANDHOFER, à l'instar de l'usine de la Médelle acquise par la Communauté de Communes, cette opération a été jugée favorablement par le Secrétaire de la Préfecture des Vosges, en visite à VENTRON.

Le Maire explique que c'est une chance pour la commune de VENTRON pour les raisons suivantes :

- la création d'emplois nouveaux de niveau employés administratifs et cadres,
- la reprise d'un bien immobilier et foncier à l'avenir incertain qui tend à devenir une friche au milieu du village,
- l'image du village de Ventron fort de son musée du textile, pourrait se renforcer par la présence d'un siège social d'une entreprise textile internationale,
- l'opportunité d'une opération financière « blanche » pour les administrés Vétternats construite sur le principe suivant : la commune en se portant acquéreur peut bénéficier d'aides financières de l'État dont le pourcentage à déterminer précisément peut être estimée à 20 %. La commune emprunte pour payer le solde sur une durée de 12 ans. Le preneur, Ventron Confection prend possession des lieux moyennant un loyer annuel. Ce loyer calculé sur une période de 12 ans -environ- prend en compte toutes les charges : remboursement de l'emprunt, intérêts, taxe foncière, assurances, gros entretien du bâtiment, tous travaux d'aménagement et d'amélioration du bâtiment et du parc.... Au terme des 12 ans, le preneur devient propriétaire et ne doit rien à la commune, si au cours du délai du crédit-bail, il y a cession d'activités, le bien en l'état, travaux d'amélioration compris, revient à la commune de VENTRON sans indemnité à régler au preneur.

Puis, la parole est donnée à Monsieur Bernard CHARBONNIER, PDG de la Société VENTRON-CONFECTION qui apporte les justifications à ce projet .

La Société Ventron Confection a déposé un brevet qui permet de recycler le linge usagé. Ce recyclage est une activité complémentaire à celle de Ventron Confection qui produit du linge neuf. Ce brevet va être exploité dans l'usine de la Médelle à SAULXURES SUR MOSELOTTE, laquelle est en cours de travaux sa mise en route est imminente, ce site va créer 50 emplois sous la marque Fibers. La production de polyester intéresse de nombreux concurrents, notamment en Chine.

Le projet consiste à faire de la propriété SANDHOFER le siège administratif de cette activité nouvelle « Fibers » et dans un premier temps cinq emplois y seraient créés immédiatement en attendant d'autres développements.

Monsieur Bernard CHARBONNIER confirme les contraintes du crédit-bail qui l'engagerait avec la commune de VENTRON comme indiqué plus haut par Monsieur le Maire.

Après un débat avec échanges et réponses aux questions posées, Monsieur le Maire donne la parole aux conseillers municipaux : Jean-Marc ELST donne un accord sans réserve, Alexandre SCHNEIDER est d'accord à 200 %, Sylvie GEHIN et Caroline BRENOIT donnent un accord unanime, Sylvain DIDIER est heureux de voir un développement industriel à la place d'une friche, Patrick BROLIS, Cédric BRYLKA voit dans ce projet la valeur ajoutée par les emplois, Martine PERRIN félicite l'industriel pour son esprit d'entreprise et soutient le projet, Brigitte VANSOIN se déclare heureuse de cette opportunité pour VENTRON.

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter une délibération reprenant l'ensemble des dispositions suivantes.

Après délibération, le Conseil Municipal, **à l'unanimité** :

CONFIRME l'intérêt communal pour le site en question,
AUTORISE la poursuite des démarches en vue de l'achat des parcelles cadastrées contenant l'immeuble en question auprès des héritiers de Konrad SANDHOFER pour un montant à arrêter sur la base d'une estimation des domaines de 360 000 €, frais de notaire en sus.

SOLLICITE la Préfecture des Vosges afin de bénéficier de subventions auprès de l'Etat pour la réalisation de ce projet par le biais des dispositifs de la DETR et du FNADT.

DECIDE de la contraction d'un emprunt pour le montant de l'acquisition hors subventions.

DIT que les crédits nécessaires à la réalisation de cette opération seront inscrits au Budget Primitif 2014.

APPROUVE le principe de la passation d'un contrat de crédit-bail, d'une durée de 140 mois et moyennant un loyer qui couvrirait les annuités de l'emprunt (capital + intérêts+ frais divers), avec le groupe H3C, tel qu'il a été acté en séance.

CHARGE le Maire de prendre toutes les décisions nécessaires à la bonne réalisation de ce dossier.

N° 2/09/2013 ADOPTION DU REGLEMENT DE LA PERCEPTION DE LA TAXE DE SEJOUR

Le règlement de la perception de la taxe de séjour a déjà été évoqué, lors de la séance du Conseil Municipal du 21 mai 2013. Ce document sera publié sur le site Internet de la Mairie, après approbation par le Conseil Municipal.

Monsieur le Maire précise que ce document est évolutif, donc modifiable par la suite.

Après délibération, les conseillers municipaux,

APPROUVENT à l'unanimité le règlement de la perception de la taxe de séjour, dans son intégralité.

N° 3/9/2013 MISE A DISPOSITION DE LOCAUX COMMUNAUX AUX ASSOCIATIONS

Il convient de faire le point sur les différents locaux communaux mis à disposition aux associations (ou à mettre à disposition).

. La société de Chasse souhaite occuper une partie du bâtiment de l'ex Scierie communale, pour l'accueil des chasseurs et la dépouille du gibier.

Le Conseil Municipal,

DECIDE de louer une partie du bâtiment de l'ex scierie communale en faveur de la Société de chasse, moyennant un loyer annuel de 1.000 €.

. l'association du Musée du Textile conserve l'utilisation de la surface qu'elle occupe au sein du bâtiment de l'ex scierie,

. une convention de mise à disposition du local de la pêche, situé aux Chauproyes sera établie en faveur de la Société de Pêche, moyennant un loyer annuel de 260 €.

. l'ADIC bénéficiera du local libéré par la société de pêche dans le bâtiment de l'école

. le Club du 3^{ème} Age occupe une partie du logement communal, situé chemin du Plain (ex logement handicapés) ; la bibliothèque communale y est installée également.

N° 4/09/2013 DELEGATION DE SERVICE PUBLIC : DEMANDE MODIFICATION DU TITULAIRE ET CREATION D'UNE COMMISSION

Monsieur le Maire donne lecture du courrier du 27 août 2013 transmis par Monsieur Thibaut LEDUC, Président de la SAS LEDUC, qui informe de son intention de céder l'activité « remontées mécaniques » à une filiale de la SAS LEDUC. Cette nouvelle société serait totalement autonome et refléterait parfaitement l'équilibre économique de l'activité « ski ».

Il convient de créer une commission communale qui sera chargée d'étudier les modifications éventuelles du contrat.

Le Conseil Municipal,

DESIGNE Monsieur ELST Jean Marc comme vice-président, Monsieur BRYLKA Cédric, Madame VANSON Brigitte, Monsieur PARMENTIER Guy, membres de cette commission ; Monsieur le Maire en assure la présidence de droit.

Monsieur le Maire précise que certains articles de la convention de délégation de service public, signée entre la SAS LEDUC et la commune de VENTRON, ne sont pas appliqués. La commission en étudiera les causes, aplanira les difficultés dans le projet d'une relation harmonieuse entre la station et la commune.

N° 5/09/2013 REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée communale qu'un règlement d'assainissement individuel doit être approuvé par le Conseil Municipal. Ce document ne s'appliquera qu'au programme de réhabilitation des systèmes d'assainissement individuel jugés non conforme qui font l'objet d'une mise en demeure. Monsieur ELST Jean Marc lit ce règlement dans son intégralité.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

APPROUVE le règlement d'assainissement individuel tel qu'il est présenté.

N° 6/09/2013 REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le règlement d'assainissement collectif actuel date d'avril 1985. Il convient donc de rédiger un autre document, calqué sur le modèle type du Département des Vosges adapté aux contraintes propres à VENTRON.

Ce règlement sera applicable à tous les usagers qui se situent dans le zonage d'assainissement collectif arrêté par la délibération du 24 juillet 2007.

Une commission communale le relira et ce nouveau règlement devra être présenté au Conseil Municipal pour approbation au mois de novembre 2013.

N° 7/09/2013 SERVITUDE - CONVENTION AVEC ERDF

Le Conseil Municipal, après délibération,

AUTORISE à l'unanimité Monsieur le Maire à régulariser l'acte de servitude entre ERDF et la commune de VENTRON, concernant la parcelle de terrain située section AL n° 500 « Le Grand Pré ». ; tracé de la ligne électrique souterraine Poste Basse Corniche.

N° 8/09/2013 ALIMENTATION ELECTRIQUE « SECTEUR DE BELLEVUE »

Le Syndicat Mixte Départemental d'Electricité des Vosges a établi un devis concernant l'alimentation électrique BT et FT du « secteur de Bellevue » chemin du Rupt du Moulin à VENTRON.

Ce devis s'élève à la somme de 35.500 € et la participation communale pour ce type d'extension a été définie à 40 % du montant TTC des travaux par décision du Comité Syndical Electricité.

La participation de la commune de VENTRON pour cette extension s'élève donc à 17.395 €.

Le Conseil Municipal, considérant que ces travaux d'extension serviront également à alimenter l'immeuble reconstruit par Monsieur ANDREOLI Gérard,

APPROUVE le projet tel qu'il est présenté,

PRECISE que le coût des travaux sera réglé par la commune de VENTRON et que Monsieur ANDREOLI Gérard en supportera la moitié, soit la somme de 8.500 €.

N° 9/9/2013 DECISION MODIFICATIVE N° 2 BUDGET COMMUNAL 2013

Le Conseil municipal,

APPROUVE à l'unanimité la décision modificative n° 2 du budget communal 2013, qui se présente ainsi :

| | |
|----------------------------|--------------|
| Dépenses de fonctionnement | + 7.300,00 € |
| Recettes de fonctionnement | + 7.300,00 € |

Dépenses d'investissement ; c'est un transfert de crédits d'un montant de 9.100 € entre l'opération « travaux église 1^{ère} tranche » et l'opération « travaux église 2^{ème} tranche » ; ces 2 tranches sont scindées en deux dans la présentation du budget primitif 2013.

N° 10/9/2013 DEMANDE ACHAT DE TERRAIN DEPOSEE PAR M. Louis GEHIN

Le Conseil Municipal, suite au courrier transmis en mars 2013 par Monsieur Louis GEHIN, actuellement domicilié à VENTRON, donne un accord de principe à la vente d'un terrain communal, situé au lieudit « Le Pré d'Amont ». La réponse n'a pas pu lui être donnée avant, car les documents administratifs d'urbanisme n'étaient pas établis.

N° 11/9/2013 DEMANDES DE SUBVENTIONS TRAVAUX D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU EAU POTABLE

Monsieur le Maire présente les dossiers de demandes d'aides financières que la commune doit déposer auprès de l'Agence de l'Eau et auprès du Conseil Général des Vosges.

Amélioration du réseau eau potable suite diagnostic 2013 Hors renouvellement de canalisations suite à la détection de fuites

| | Montant HT | Montant TTC |
|--|---------------------|---------------------|
| Mesure du débit en amont des réservoirs | | |
| Réservoir du Voids | 7 740,00 € | 9 257,04 € |
| Réservoir du Droit | 7 740,00 € | 9 257,04 € |
| Amélioration du traitement par le chlore | | |
| Réservoir du Droit | 3 500,00 € | 4 186,00 € |
| Installation d'un poste de chloration au Petit Chéty, y compris raccord EDF, Télécom | 3 500,00 € | 4 186,00 € |
| Amélioration du comptage | | |
| Pose de compteurs de sectorisation (4 unités) | 6 500,00 € | 7 774,00 € |
| Terminal enregistreur, logiciel et formation des agents | 8 300,00 € | 9 927,00 € |
| Remplacement de 200 compteurs individuels | 24 000,00 € | 28 704,00 € |
| Fourniture de 200 têtes émettrices | 800,00 € | 957,00 € |
| Réalisation des comptages de nuit | | |
| Prestation extérieure (recherche de fuites) | 10 000,00 € | 11 960,00 € |
| Réparation des fuites constatées | 18 000,00 € | 21 530,00 € |
| Amélioration de la qualité | | |
| Diminution du temps de séjour au réservoir du petit Chéty (mise en place régulation) | 9 500,00 € | 11 362,00 € |
| Télégestion du système d'adduction d'eau potable | | |
| Fourniture et mise en place | 32 000,00 € | 38 272,00 € |
| TOTAL | 131 580,00 € | 157 372,08 € |
| Extension réseau | | |
| Zone artisanale Petit Chéty | 11 520,00 € | 13 777,92 € |
| Lotissement Pré d'Amont | 8 510,00 € | 10 177,96 € |
| Extension chemin Genevriers | 4 495,00 € | 5 376,02 € |
| Remplacement canalisation Petits Prés | 6 093,00 € | 7 287,23 € |
| TOTAL EXTENSION | 30 618,00 € | 36 619,13 € |

12/9/2013 QUESTIONS DIVERSES

a - Rapport annuel d'activités du Syndicat Mixte Départemental d'Electricité des Vosges : les conseillers municipaux sont invités à prendre connaissance de ce rapport de l'année 2012 disponible en Mairie.

b - Péri scolaire : monsieur le Maire indique l'embauche par un contrat de 12 mois renouvelable une fois l'embauche de Madame Jennifer CALAME comme animatrice du péri scolaire en charge de la direction du péri scolaire, suite au conseil municipal du 16 juillet 2013 et sur l'avis de la commission vie scolaire.

Pour compléter l'effectif, le conseil municipal décide à **l'unanimité moins une voix** de faire appel à un contrat d'avenir d'une durée de un an renouvelable sur une période de trois ans, sur une durée hebdomadaire de 35 heures.

c- prix du repas cantine : Madame Brigitte VANSON fait le compte rendu d'une réunion organisée par le Conseil Général qui a repris la compétence repas des collèges sur l'ensemble du Département. Dans ce cadre, il faut prévoir une augmentation du prix du repas payé au collège de Cornimont, le prix facturé à la commune de VENTRON passera de 2,60 € à 3,50 € (CHIFFRES À VÉRIFIER). Lors de l'établissement des tarifs 2014, le conseil municipal sera invité à réfléchir au report de cette augmentation aux familles.

d - informations travaux église : Monsieur le Maire apporte des informations sur l'avancement des travaux de l'église. La réparation de la charpente et la couverture sont terminées sur les pans ouest et sud.

La réparation du pan nord-est est en cours. La découverte d'une poutre pourrie à l'intérieur, défaut indétectable à l'oeil, nécessite de faire appel à un bureau de contrôles agréé qui dégagera définitivement la responsabilité de la commune : coût de ce contrôle 750 €.

e - frais ambulanciers : une famille de VENTRON se trouve pénalisée par son assurance AVIVA qui refuse de prendre en charge le transport de son enfant victime d'un accident de skis sur les pistes dans le cadre du contrat d'assurance scolaire. En attendant que le litige soit réglé avec l'aide de l'Association des Élus de la Montage, instance qui est saisie de ce dossier le conseil municipal décide d'avancer la somme de 272,00 €, correspondant au transport de la victime de la station à l'hôpital de Remiremont, somme qui serait restituée à la commune en cas de remboursement par l'assurance.

f - courrier des Transports VALDENAIRE - : Monsieur BURASCHI, gérant de l'entreprise Valdenaire, transports rapides, propose à la commune la mise à disposition des panneaux arrière et latéral gauche de son véhicule pour faire la publicité de VENTRON. Il parcourt 100 000 km / an sur le quart nord est, le Bénélux et la Suisse. Le conseil municipal souhaite donner une suite favorable qui se traduirait par une location annuelle. La question du coût de l'investissement de la peinture n'étant pas connu, le sujet est reporté au conseil municipal suivant.

g - aire camping cars borne : le marché d'aménagement de l'aire de camping-cars a été attribué à l'entreprise MOLINARI. Ce marché ne prévoit pas la fourniture de la borne multi-service.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal un équipement équivalent à celui qui équipe l'aire de Fresse sur Moselle. La borne qui permet la distribution de l'eau potable et de l'électricité est accessible au moyen de jetons en vente dans les commerces locaux. Le coût d'installation de cette borne est d'environ 5 000 €.

Le conseil municipal donne un avis favorable.

h - bilan Fête de la Bière organisée par les Commerçants et Artisans : Monsieur le Maire propose au conseil municipal de mettre gracieusement la salle des fêtes à disposition de cette association qui a subi une grave déconvenue financière dans l'organisation de sa fête annuelle. Cette mise à disposition aurait lieu en 2014 pour l'organisation d'un thé dansant.

i - Problème de protection des captages :

La protection d'un captage privé, captage plus que trentenaire, situé dans un terrain communal loué à un agriculteur est évoquée.

Suite à une pollution constatée par une analyse d'un laboratoire, la commune est intervenue pour faire cesser la cause, a participé à la mise en place d'une protection provisoire et a assuré le nettoyage et la désinfection du dispositif privé. Cette pollution est liée à la présence de bovins, nouvelle sur le secteur depuis le 1er mai 2013, cette parcelle étant auparavant exploitée par un éleveur de moutons.

Historiquement à VENTRON, la protection des captages est assurée par l'agriculteur en relation avec le bénéficiaire du captage.

Dans ce cas précis, l'agricultrice titulaire d'un bail de location depuis le 1er mai 2013 jusqu'au 31 décembre 2013 refuse, pour cette raison de courte durée et parce cette contrainte ne figure pas dans son bail, toute intervention qui irait au-delà de la fourniture de quelques piquets en s'arc boutant sur les articles 697 et 698 du code civil qui rendraient le bénéficiaire du captage seul responsable.

L'agricultrice - au demeurant adjoint délégué- donne lecture d'un écrit dans lequel elle retrace les faits et justifie son comportement en refusant de « céder jamais au chantage, jamais à la pression, au racket ».

Le maire donne lecture du courrier de l'avocat de la commune Maître GARTNER, qui souligne que éviter la pollution d'un captage « n'est pas un cadeau fait au bénéficiaire dudit captage, c'est une obligation qui relève des pouvoirs de police »

Fort de cet argument, le maire souligne qu'en l'absence de protection c'est à la commune d'intervenir, car le plus important est la salubrité et la protection de la santé, avant de savoir qui va payer.

Des devis sont en cours pour construire les périmètres de captage, le maire propose au conseil municipal que en **cas de désaccord notoire entre l'exploitant agricole et le bénéficiaire** de la source, ce qui doit être exceptionnel, la commune prend à sa charge la construction de la clôture protégeant le captage et répercute une location dans le bail de location du terrain agricole un supplément de 50 € / an pour la parcelle et signe une convention avec le bénéficiaire de la source correspondant à la location du terrain et à la mise en place de la clôture pour un montant de 50 € / an.

Ce point n'étant pas à l'ordre du jour, il sera délibéré à la prochaine réunion.

Pour terminer la séance, des conseillers municipaux évoquent le relevé des compteurs d'eau et des coffrets incongelables par les abonnés eux-mêmes en 2013 ; pour les abonnés titulaires de coffrets incongelables situés en bordure de la voie communale, c'est le fontainier qui procédera au relevé, ceci pour éviter des éventuels accidents ou détérioration du dispositif de comptage.

La séance est levée à 23 heures 15.

Fait à VENTRON, le 17 septembre 2013

Le Maire,

JC DOUSTEYSSIER